

La fin des néoconservateurs ?, de Marie-Cécile Naves, Paris, Ellipses, 2009, 141 p.

Manuel Soulié

Volume 28, numéro 3, 2009

La politique de la reconnaissance et la théorie critique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/039013ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/039013ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Soulié, M. (2009). Compte rendu de [*La fin des néoconservateurs ?*, de Marie-Cécile Naves, Paris, Ellipses, 2009, 141 p.] *Politique et Sociétés*, 28(3), 221–224. <https://doi.org/10.7202/039013ar>

La fin des néoconservateurs?

de Marie-Cécile Naves, Paris, Ellipses, 2009, 141 p.

Aux États-Unis, le néoconservatisme est un objet d'étude à part entière depuis plusieurs années déjà, comme en fait foi la quantité impressionnante d'ouvrages qui traitent de ce thème. Rien de surprenant : le néoconservatisme est un mouvement intellectuel essentiellement américain. Mais le poids des thèses néoconservatrices sur la politique étrangère américaine au cours de la présidence de George W. Bush fait du néoconservatisme un phénomène de portée internationale. En France, les universitaires essaient depuis peu de faire sens d'un mouvement qui leur est, à bien des égards, étranger. La plus récente de ces tentatives est le fruit du travail de Marie-Cécile Naves, politologue et spécialiste de la sociologie des intellectuels. Dans *La fin des néoconservateurs?*, celle-ci propose une lecture originale de ce qui caractérise le néoconservatisme américain. Son ouvrage a l'avantage d'offrir une nouvelle perspective sur son objet, mais l'auteur court ainsi le risque de perdre de vue ce qui en constitue l'essence.

M.-C. Naves commence par retracer l'histoire du mouvement néoconservateur en présentant une synthèse des travaux existants sur le sujet. Dans les années 1930, les hommes qui deviendront les premiers néoconservateurs, Irving Kristol en tête, étaient des marxistes antistaliniens. Dans le cas de ce dernier, ce sont son expérience au cours de la Seconde Guerre mondiale puis la menace que l'URSS faisait peser sur les États-Unis qui l'ont amené à redéfinir certaines de ses positions politiques. Restant attachés aux valeurs et à l'esprit du *new deal*, les futurs néoconservateurs deviennent de farouches opposants au communisme soviétique. Ils rejoignent ainsi les rangs des « libéraux de guerre froide », terme qui désigne les intellectuels qui soutenaient des mesures progressistes à l'intérieur et une politique agressive à l'extérieur. C'est dans les années 1960 que le néoconservatisme naît véritablement, alors qu'Irving Kristol, le sociologue Daniel Bell et consorts se lancent dans un combat contre la *Great Society* de Lyndon Johnson et contre le relativisme culturel qui s'empare des campus.

Dans les années 1970, les néoconservateurs de la deuxième génération reprendront les thèmes de politique intérieure progressistes chers à leurs prédécesseurs, mais ils se concentreront surtout sur des questions de politique étrangère. Ce sont les Scoop Jackson Democrats, du nom du Sénateur Henry « Scoop » Jackson qui leur servait de leader. M.-C. Naves raconte ensuite leur apparition sur la scène politique au sein de l'administration de Ronald Reagan, puis leurs activités sous Bill Clinton, alors qu'ils étaient écartés de l'appareil d'État. Enfin, on assiste avec la présidence de G. W. Bush à l'apogée de l'influence des néoconservateurs, mais cette période voit aussi l'échec apparent de leurs idées en politique étrangère avec l'enlèvement américain en Irak et en Afghanistan.

La description historique que M.-C. Naves fait du néoconservatisme est brève et efficace, mais elle n'a rien de très original. En fait, elle correspond au consensus qui s'est développé dans la littérature française et américaine sur le sujet. Sur ce plan, son ouvrage est beaucoup moins étoffé et intéressant que l'ouvrage d'un autre universitaire français, celui de l'historien Justin Vaïsse, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis* (Paris, Odile Jacob, 2008).

Ce qui fait l'intérêt de *La Fin des néoconservateurs ?*, c'est justement que M.-C. Naves n'aborde pas son sujet comme une historienne, mais plutôt en sociologue des intellectuels. Pour comprendre sa démarche, il faut revenir à la naissance du néoconservatisme. On sait que le mouvement a (en partie) pris forme en réaction au relativisme culturel qui gagnait les universités américaines dans les années 1960. Pour les néoconservateurs, des phénomènes comme la rectitude politique, la discrimination positive et la remise en cause des œuvres du canon des sciences humaines représentaient autant de symptômes de la crise de la civilisation occidentale, crise induite par le relativisme. Le néoconservatisme est donc un mouvement de réaction à ces phénomènes et à leur cause profonde.

Le cœur de la thèse de M.-C. Naves, c'est que cette réaction n'a pas consisté en l'élaboration d'une philosophie particulière, mais plutôt en la promotion d'un modèle de penseur public inspiré de la tradition de « l'expert » inaugurée aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle. L'expert, dans cette optique, est un individu qui possède le pédigree universitaire requis pour être pris au sérieux. Son rôle est d'interpréter l'actualité, de la rendre intelligible pour les politiques et pour la population en général. Dans le récit de M.-C. Naves, les premiers néoconservateurs sont d'ex-universitaires qui se sont tournés vers le journalisme et l'édition dans le but de diffuser leurs idées. Dans le milieu académique, ils étaient confrontés non seulement au relativisme culturel, mais aussi au modèle de l'intellectuel radical, bien souvent marxiste. Ils ont donc quitté l'université pour un milieu d'où ils pourraient concurrencer les universitaires dans la bataille pour l'influence politique et sociale.

M.-C. Naves soutient que ce qui caractérise le néoconservatisme, c'est une vision de la relation entre le savoir scientifique et son utilisation politique et médiatique. En sortant de la tour d'ivoire universitaire, les néoconservateurs ont affirmé leur désir de prendre part aux luttes politiques de leur temps. Ils ont choisi leur camp, puis ils ont disséminé leurs idées sous couvert de diffuser leur savoir scientifique. Pour ce faire, ils ont fondé des revues, tel *National Interest* d'Irving Kristol, et en ont investi d'autres, tel *Commentary* quand Norman Podhoretz en a pris les commandes. M.-C. Naves décrit par ailleurs comment les néoconservateurs s'appuient sur des *think tanks* et sur de grandes maisons d'édition appartenant à des réseaux néoconservateurs pour assurer une diffusion maximale de leurs idées, tant au sein de la population que chez les politiciens.

Cette manière de concevoir le rôle de l'expert amène les néoconservateurs à adopter un style distinctif. Selon M.-C. Naves, les néoconservateurs font le choix d'un style clair et « peu jargonnant », car ils cherchent à vulgariser leurs sujets, tout en utilisant de nombreuses références de philosophie politique et une foule de notes en bas de page pour créer une image d'érudition et se doter d'une certaine crédibilité scientifique. En s'adressant ainsi à un plus large public que celui des revues scientifiques, les néoconservateurs cherchent à se donner l'avantage du nombre, ce qui n'est pas négligeable quand on cherche à influencer des politiques. Mais ils prennent toujours garde de ne pas tomber dans un style trop « populaire », de peur de perdre leur légitimité.

Tout l'intérêt de cet ouvrage réside dans l'originalité de l'approche. Mais cette approche est aussi la principale faille de *La fin des néoconservateurs*? En définissant le néoconservatisme avant tout comme une conception particulière du rôle de l'intellectuel, et en faisant du style et des canaux utilisés pour communiquer leurs idées les critères de définition d'un néoconservateur, on en vient à accoler l'étiquette néoconservatrice à des gens qui ne la méritent pas et, surtout, qui n'en voudraient pas. En se servant de ces critères, M.-C. Naves fait de Samuel Huntington, auteur du *Choc des civilisations* (Paris, Odile Jacob, 2007), un néoconservateur. Pis encore, elle décrit Joseph S. Nye, auteur de *Soft Power* (New York, Public Affairs, 2004), comme un néoconservateur. Ces rapprochements posent plusieurs problèmes: comment deux textes aussi contradictoires que *La fin de l'histoire et le dernier homme*, de Francis Fukuyama (Paris, Flammarion, 1992), un néoconservateur autoproclamé, et *Le choc des civilisations* peuvent-ils être considérés comme représentant le même courant idéologique? Comment peut-on faire cohabiter la thèse de *Soft Power* avec la vision hyper-militariste de Robert Kagan ou de Max Boot, tous deux néoconservateurs notoires? À défaut de synthétiser les écrits de S. Huntington et de J.S. Nye et de les comparer à une définition claire de ce qu'est le néoconservatisme, il est difficile de contredire l'assertion de M.-C. Naves. Mais ni Huntington (de son vivant) ni Nye n'accepteraient d'être qualifiés de néoconservateurs, et l'analyse de leurs écrits leur donnerait raison. La seule manière de faire de ces deux hommes des néoconservateurs, c'est de se doter d'une définition du néoconservatisme tellement large qu'elle permettra d'y inclure quiconque publie un texte dans une revue à tendance néoconservatrice ou quiconque pouvant être mis en relation avec les « réseaux néoconservateurs ». Bref, le défaut majeur de l'analyse de M.-C. Naves est qu'elle développe une définition du néoconservatisme en se basant sur leurs méthodes plutôt que sur leurs idées. Ainsi, pour déterminer si un auteur est un néoconservateur, on voudra découvrir dans quelles revues il publie des articles et quelles maisons d'éditions publient ses livres au lieu de lire ses écrits.

Ce défaut de *La fin des néoconservateurs*?, on le retrouve dans toute la littérature française traitant de ce mouvement, à l'exception de l'ouvrage de J. Vaisse cité précédemment. La démarche de cet historien

n'est peut-être pas originale, mais elle a l'énorme avantage de fournir une image précise de l'objet étudié en s'intéressant à ce que les néoconservateurs ont dit et écrit, à leurs combats et à leurs espoirs. Marie-Cécile Naves contribue certes au débat sur le néoconservatisme, et elle ouvre plusieurs pistes intéressantes, mais, en définissant si largement le néoconservatisme, elle fait perdre tout sens à ce mot.

Manuel Soulié

École des hautes études en sciences sociales

Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique

de Réjean Pelletier, Presses de l'Université Laval, 2008, 236 p.

Le fonctionnement du fédéralisme canadien demeure un sujet d'étude d'actualité dans le contexte politique actuel au pays. Ce contexte se caractérise, entre autres, par l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur minoritaire à Ottawa en 2006. La campagne électorale du Parti conservateur reposait en partie sur l'idée d'un fédéralisme d'ouverture profitant à la nation québécoise et aux autres provinces. Lors de la dernière campagne électorale fédérale de 2008, Stephen Harper a affirmé avoir respecté ses engagements envers le Québec, particulièrement la motion sur la nation québécoise. Toutefois, le gouvernement libéral du Québec ne partage pas la même vision vis-à-vis ce fédéralisme dit d'ouverture. De son point de vue, la fédération canadienne est toujours soumise à des forces centralisatrices qui dérogent à certains principes garants du fédéralisme (dont la reconnaissance du partage des compétences, de la participation et de l'autonomie des entités). Ce sont ces principes qui font l'objet des différents chapitres de l'ouvrage du politologue Réjean Pelletier.

Le but du livre consiste en effet à porter un regard critique sur le fédéralisme canadien, en insistant sur la démonstration de l'esprit de domination qui caractérise le plus souvent les relations entre les autorités centrales et les provinces. Pour ce faire, R. Pelletier interroge, tout au long des trois sections de l'ouvrage, le fonctionnement passé et actuel de la fédération canadienne afin d'en démontrer les lacunes et les vices de fonctionnement du point de vue du Québec (p. 3).

Dressant d'abord un portrait fort juste de l'évolution du fédéralisme canadien depuis 1867 jusqu'à nos jours, R. Pelletier démontre la tendance centralisatrice de la fédération canadienne. Contrairement à la thèse selon laquelle l'évolution du fédéralisme reposerait sur des vagues de